

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

JEUX OLYMPIQUES ET DICTATURES

de ROBERTO CESTELLI

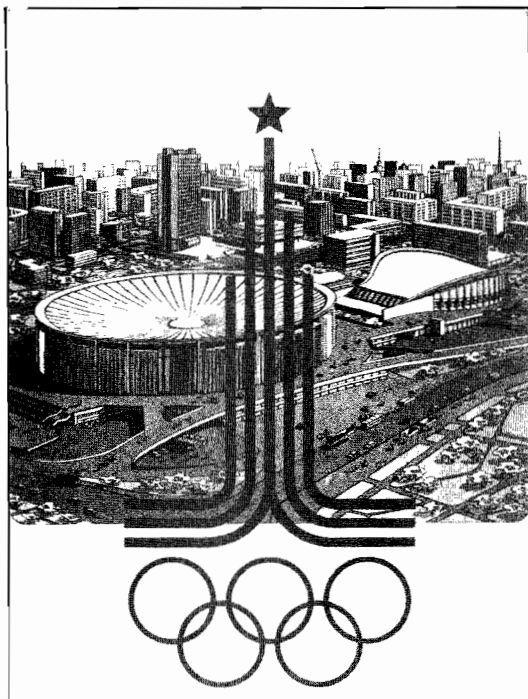
Berlin 1936

Pour célébrer les XII° Jeux Olympiques, Berlin s'était faite belle, au cours de l'été 1936.

La très longue avenue «Unter den Linden» resplendissait de lumières et d'innombrables drapeaux à croix gammée flottaient sur l'édifice triomphaliste du Reichstag.

En compagnie d'autres amis, je me promenais sous les tilleuls de cette belle avenue, amusé et flatté par les coups d'oeil de curiosité admirative des passants pour les tenues olympiques que nous portions. Nos vingt ans justifiaient cet orgueil sportif, d'ailleurs partagé par presque tous les représentants des trente-cinq pays rassemblés à Berlin pour les Jeux Olympiques que Hitler avait organisés avec une grandeur jusqu'alors inconnue.

Ce soir-là, au «Vaterland», une foule internationale en fête chanta, en un seul chœur, même si c'était dans des langues différentes, des hymnes et des chansons, et tous s'échangèrent des toasts amicaux à base de bière, ignares que trois ans plus tard, moins joyeusement, ils se seraient échangés des fusillades.



Hitler voulut faire de ces XII^e Jeux Olympiques un rite païen et démontrer la puissance du régime nazi; et il est incontestable qu'il y réussit.

L'inauguration fut fantasmagorique et impressionna non seulement les présents, mais le monde entier qui, en l'absence à cette époque de la télévision, put l'admirer et suivre le déroulement des Jeux grâce au film splendide du metteur en scène Leni Riefenstahl.

Le défilé martial plus que sportif des délégations nationales, l'arrivée du porte-flambeau avec la torche allumée au soleil de l'Olympe, concentré par un miroir ardent, l'allumage de la flamme destinée à brûler pour toute la durée des Jeux et l'envoi de colombes blanches, sont toutes des cérémonies auxquelles nous sommes désormais habitués.

Cette première fois, le spectacle grandiose fut plus une représentation mondiale de l'Allemagne hitlérienne orgueilleuse qu'une fête populaire.

Hitler avait ouvert, avec cette édition des J.O., une compétition de puissance et, depuis lors, les J.O. sont restés pollués.

Même lorsque leur organisation fut effectuée par des nations démocratiques, toutes suivirent cette voie funeste qui a transformé ce qui devrait être la fête sportive la plus grandiose en un spectacle pompeux et follement coûteux où les intérêts économiques, qui prospèrent dans les pays démocratiques, se mêlent au jeu de puissance des dictatures.

De nos jours, l'organisation des Jeux Olympiques est tellement onéreuse que seuls les grands pays industrialisés peuvent se permettre de les recevoir, car personne n'accepterait de les réaliser sous une forme moins voyante que les précédentes.

De nombreux participants sont désormais des athlètes préfabriqués, des individus sélectionnés dès l'enfance, alimentés avec des régimes diététiques particuliers, entraînés pendant de très longues périodes, entretenus d'une certaine façon avec des moyens publics ou, tout au moins, financés même si c'est sous une forme aux apparences légales comme cela se passe dans les dictatures où ils ont généralement le grade d'officier, même si, en réalité, ils sont exclus de tout service.

Combien de super-athlètes olympiques sont-ils vraiment des êtres humains au sens





le plus large auquel a droit cette expression?

Les comités olympiques nationaux, eux-mêmes, ces gigantesques machines dévoratrices du denier public, diffusent-ils effectivement le sport dans les masses ou tendent-ils plus à organiser des spectacles rentables avec une publicité commerciale tapageuse?

Le sport ne devrait être qu'une sorte de passe-temps et d'amélioration physique de l'homme, les compétitions un moyen de donner pacifiquement libre cours à l'esprit d'antagonisme et de lutte qui couve toujours chez les jeunes générations et les Jeux Olympiques devraient servir l'idéal d'union et de fraternité parmi les peuples.

Le football est parmi les sports qui sont de la compétence des comités olympiques. Que leurs responsables viennent maintenant nous expliquer sa dégradation économique et la violence qui se répand dans les stades où l'on concède tant au spectacle et à la fureur et bien peu au sport proprement dit.

En 1936, la dictature organisa ses premiers Jeux Olympiques, et ils dégénérent. Hitler fit de ceux de Berlin un instrument politique et racial, au point qu'il abandonna le stade pour ne pas céindre le trophée au vainqueur: l'inoubliable Jess Owens, un Noir.

Il exploita la présence des représentants ignares de nombreuses nations pour donner au monde, et surtout à son peuple, une manifestation grandiose de la suprématie germanique.

Des Jeux Olympiques deviennent pour la première fois, non pas une rencontre fraternelle, mais un spectacle de puissance se résumant dans les notes solennelles et funèbres du «Deutschland über alles» qui retentiront maintes fois, jusqu'à l'obsession, pendant l'inauguration et le déroulement de toutes les compétitions.

Feu le baron Pierre de Coubertin, le fondateur des Jeux Olympiques modernes, a dû se retourner plusieurs fois dans sa tombe à cause de ceux qui font litière de ce qui a été l'esprit de sa propre création.

Après avoir galvanisé son peuple et impressionné le monde avec cette démonstration de sa puissance, Hitler fit avancer la Wehrmacht dans le territoire des Sudètes et occupa l'Autriche.

Dans l'édition nazie, le flambeau olympique avait donné le départ à l'incendie de la Seconde Guerre mondiale.

En 1936, les visées politiques de Hitler étaient claires pour les gouvernements de l'époque et il était peut-être encore temps, à ce moment-là, de l'arrêter; il aurait suffi d'en diminuer le prestige devant ses gens pour qu'il perde, aux yeux de son peuple, l'aurole du dieu infallible, dont tout dictateur a tant besoin.

Mais rien ne fut entrepris pour en décourager les initiatives, tant que cela était encore possible.

L'année précédente, la Société des Nations avait décrété des sanctions économiques à l'encontre de l'Italie pour la punir d'une aventure coloniale, épisode infiniment moins grave que l'invasion de l'Europe, si évidente dans les desseins hitlériens.

Que serait-il advenu si, pour manifester sa désapprobation du nazisme, le monde avait déserté les Jeux Olympiques de Berlin de 1936?

Le prestige du Führer aurait été incontestablement ébranlé et une bonne partie de son peuple se serait demandé si, effectivement, l'Allemagne était «über alles». Le cours de l'Histoire aurait peut-être été modifié et cinquante millions d'hommes n'auraient pas trouvé la mort dans ce conflit monstrueux.

Moscou 1980

Nous sommes persuadés que le Kremlin - même si ses composants militaires sont tous engagés dans le sport de la guerre et se spécialisent toujours plus dans la course des chars d'assaut - est en train de préparer une édition des XXII^e Jeux Olympiques qui devrait se célébrer à Moscou au cours de cette année 1980 du Seigneur, tellement imposante qu'elle offusquera celle de mémoire hitlérienne.

Chaque dictature a besoin de démontrer sa puissance pour conserver ou renforcer le consensus intérieur, quand il est sur le point de lui demander de nouveaux sacrifices.

Aucune personne sensée, à l'exclusion de ceux qui composent les comités olympiques de toutes les nations, ne peut renier que le gouvernement de l'Urss est la plus implacable des dictatures qui ait jamais existé et que ses visées impérialistes représentent un danger encore plus grave pour la paix mondiale que celui représenté par Hitler en 1936.



Cela fait trente-cinq ans que l'Urss tient, sous diverses formes, le reste du monde en état de guerre:

Avec la guerre froide ou avec les foyers allumés en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, avec les missiles à Cuba, avec les interventions armées, directes ou indirectes, avec les tentatives de déstabilisation par le terrorisme, avec les menaces aux Etats satellites européens, avec celles adressées à Ceausescu, trop indépendant, et les menaces sur la Yougoslavie occidentalisée de l'après-Tito, avec le chantage que la R.F.A. est contrainte de subir à la suite de la situation fragile de Berlin, la dernière folie de Roosevelt et de Churchill.

Parler de la répression interne en cours depuis toujours serait répéter inutilement ce dont toute la presse mondiale est pleine depuis longtemps.

Il a fallu l'amorce de l'invasion de l'Afghanistan pour qu'un Etat démocratique avance la proposition de déserté les XXII^e Jeux Olympiques; il faut cependant s'étonner que le Comité Olympique International ait pu choisir comme siège Moscou; mais ceci est peut-être dû au fait qu'en devenant un spectacle pharaonique, ces Jeux Olympiques n'ont pas trouvé d'autres pays qui soient disposés à assumer une telle dépense.

Sport et politique

Qu'aucun représentant de Comités olympiques ne vienne, par pudeur, nous raconter la fable de la pureté des manifestations sportives et que le sport n'a rien à voir avec la politique.

Quand les Comités Olympiques font appel au denier public, ils demandent, évidemment, que les gouvernements fassent également une politique sportive et quatre-vingt pour cent au moins des manifestations ne sont en réalité que des spectacles dominés par le « veau d'or ».

Pour le Kremlin, l'organisation des XXII^e Jeux Olympiques de Moscou n'est rien d'autre qu'un fait politique, tout comme le furent pour Hitler les XII^e Jeux de Berlin.

Cette fois, également, il s'agit de saisir une occasion unique pour démontrer la puissance d'un système et participer signifie baisser la tête devant des méthodes agressives, menaçantes et liberticides que le système a utilisé et l'encourager à en faire encore usage et avec plus d'intensité.

Il y a cependant une nette différence en ce sens que Hitler, conforté par les applaudissements mondiaux, ne donna libre cours à ses agressions qu'après les Jeux Olympiques. L'Urss, par contre, est tellement convaincue de la permissivité du reste du monde à son égard qu'elle n'a même pas eu la pudeur d'éviter un acte de force avec une intervention armée à la veille des Jeux Olympiques qu'elle s'apprête à recevoir chez elle.

On peut même s'étonner qu'elle n'ait pas affirmer qu'à Kaboul ce ne sont pas les forces de l'Armée rouge qui sont entrées, mais ses athlètes pour compléter leur préparation en vue des prochains Jeux.

Avoir obtenu que Moscou soit désigné comme siège des XXII^e Jeux Olympiques a été, pour le Kremlin, une victoire exclusivement politique, comparable à celle obtenue avec la signature des accords de Helsinki.

A Helsinki, le monde occidental reconnaissait, en réalité, à l'Urss les conquêtes réalisées après la guerre et son néocolonialisme étendu aux pays européens d'antique histoire et de civilisation avancée.

L'Urss se moque éperdument des droits de l'homme qu'elle-même a souscrits : Sakharov et ses compagnons en sont une preuve.

En participant aux Jeux Olympiques de Moscou, l'Occident baissera encore la tête et acceptera non seulement l'Afghanistan, mais également l'Angola, les mercenaires cubains en Afrique, la marche vers les détroits de la voie du pétrole, la déstabilisation et le terrorisme.

Non, je ne crois pas que l'on arrivera à un conflit nucléaire entre l'Urss et les Usa. L'Urss poursuivra sa politique du char d'assaut, son intervention sur appel, peut-être tout d'abord en Roumanie, puis en Yougoslavie et, pourquoi pas, en Italie, quand le Pci fera partie du gouvernement et que le terrorisme sera, dans cette nation, encore plus déstabilisant.

Elle accourra toujours pour rétablir l'ordre en aide à la révolution prolétarienne naturellement, jamais pour envahir ou pour imposer une souveraineté limitée!

La propagande interne très figolée de l'Urss empêche aux peuples qui forment l'Union soviétique de se rendre compte de l'infamie d'une telle politique et de l'indignation qu'elle provoque chez les hommes réellement libres.

Et quelques hommes libres et courageux vivent également en Urss, en Pologne, en République démocratique allemande, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et partout où ils ont été et sont persécutés et paient pour leurs propres idées.

Ne pas profiter de l'occasion pour refuser Moscou comme siège des XXII^e Jeux Olympiques pour obliger le Kremlin à freiner ses faucons et à placer l'opinion publique soviétique en face de la signification réelle de ce refus, serait une faute très grave pour tout l'Occident et surtout pour l'Europe.

Etant donné que les membres du Comité Olympique International et des Comités nationaux semblent ne pas vouloir le comprendre et sont là, tout prêts à se prostituer à Moscou offensant ainsi les Etats-Unis, il faut espérer que le comprennent, tout au moins, les athlètes qui avant d'être tels sont des hommes et, nous osons l'espérer, des hommes libres.

Il est nécessaire que tous se rappellent des XII^e Jeux Olympiques, ceux de Berlin, le triomphe de Hitler qui conduisit à la Seconde Guerre mondiale.

Il est nécessaire de ne pas oublier les expériences amères passées. Ceux qui l'oublient sont contraints de les revivre.

R.C.

Raymond Aron se demande:

OU VONT LES ETATS-UNIS?

La diplomatie américaine a été de nouveau accusée d'être contradictoire, d'avoir aujourd'hui, comme dans le passé, deux visages:

«D'un côté, au nom de ses principes, de son idéologie, elle se veut libératrice, hostile aux colonies, aux potentats issus de la tradition autoritaire ou aux tyrans dissimulés derrière une idéologie. De l'autre côté, dans la mer des Caraïbes, en Amérique centrale, elle s'est surtout soucieuse de mettre ou de maintenir au pouvoir des hommes ou des partis favorables aux Etats-Unis et au commerce...».

Les échecs subis par cette politique contradictoire en Iran, dans le Proche ou le Moyen-Orient, en Amérique centrale ont affaibli «*le prestige, au même titre que la force, indispensable à la grande puissance*»; d'autre part «*la guerre puis la défaite au Vietnam, suivie par la démission du président, mirent fin à trente années d'activisme diplomatique et de présidence impériale*».

Ces accusations ont été

formulées récemment par M. Raymond Aron, devant ses confrères de l'Académie des sciences morales et politiques. L'orateur, chiffres en main, a illustré l'abaissement des Etats-Unis dans les derniers trente ans, en rappelant à son auditoire qu'en 1945 ce pays:

- détenait la quasi-totalité de l'or monétaire;
- connaissait le revenu national le plus élevé;
- avait le monopole de la bombe atomique;
- disposait d'une force militaire sans rivales.

Malgré la perte de prestige et de supériorité militaire, les Etats-Unis restent encore «*le seul authentique Super-Grand*, parce que l'Union soviétique n'est pas un grand de l'économie mondiale et n'a pas beaucoup à donner à ses protégés, parce que les Européens et les Japonais manquent de moyens militaires, parce qu'elle seule (la République américaine) dispose de ces deux sortes d'armes».

Le rôle et la responsabilité du Président sont énormes, et Carter a été critiqué surtout pour ses hésitations,

voire son incohérence. Dans la situation actuelle, marquée par l'ébranlement de l'équilibre mondial et le changement du rapport des forces au profit de l'Urss, Carter est-il vraiment la personnalité la plus indiquée pour diriger les Etats-Unis? Mériterait-il la réélection, pour une période qui s'annonce extrêmement difficile et lourde de périls?

M. Raymond Aron croit probable le règne de l'actuel président. «Un président lui aussi apprend; il connaît mieux son métier pendant son deuxième mandat»,...«et il pourra compter sur les atouts incontestables dont les Etats-Unis disposent encore:

- possibilité d'être ravitaillés en hydrocarbures et possession d'autres sources d'énergie;
- détention de l'or vert (les céréales)».

La conclusion de M. Raymond Aron est optimiste: *les Etats-Unis ne sont pas dépourvus de moyens de dissuasion ou de persuasion.*

□

M. Marchais semble s'apercevoir des atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes

Le parti communiste français devient de plus en plus agressif et sa dépendance envers Moscou toujours plus marquée. L'approbation de l'intervention soviétique en Afghanistan a enlevé le moindre doute à ce sujet. Par leur sincérité brutale les propos de M. Georges Marchais donne des frissons, mais ce qu'il y a vraiment d'inquiétant dans son orthodoxie moscovite c'est que le secrétaire général du Pcf ne craint pas une crise de popularité et un affaiblissement de son parti. L'antipathie et l'ingratitude des Français envers les Etats-Unis sont-elles assez fortes pour amortir le choc subi par l'opinion publique occidentale à l'entrée des chars d'assaut soviétiques à Kaboul? Ou bien M. Marchais compte-il sur le dévouement illimité et aveugle (c'est-à-dire sur la naïveté) des communistes français? En tout cas, pour gagner leur confiance il essaie de se montrer objectif, en reconnaissant quelques torts des régimes communistes, parmi lesquels les atteintes portées aux droits de l'homme. En effet, dit-il en ignorant l'évidence écrasante de l'histoire, «la lutte pour la défense des droits de l'homme est (pour les communistes) une chose naturelle».

Mais il y a le cas récent de Sakharov! D'accord, dit M. Marchais, «je regrette qu'il ait été déporté à Gorki», mais les idées politiques du grand savant sont inacceptables (par exemple, à propos du régime de Pinochet, qu'il approuverait. Mais cette conclusion fautive est déduite d'une phrase de Sakharov détachée de son contexte, une méthode consacrée des calomnieurs).



Le Pcf - rappelle M. Marchais - a «prononcé une condamnation sans appel» contre le stalinisme. Mais il serait «absurde» et «indécent» de «mettre un signe d'égalité entre la situation des pays socialistes, telle qu'elle est aujourd'hui, et celle de l'époque de Staline».

L'objectivité et la probité de M. Marchais vont jusqu'à la constatation que «dans certains pays socialistes» il règne une «méconnaissance persistante de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est porteur».

Le Pcf proteste contre la soi-disante hypocrisie des impérialistes (occidentaux, bien entendu!) qui «ne cessent de se réclamer des droits de l'homme pour mieux les étrangler!» Et pour démontrer que les défenseurs des libertés démocratiques dans tous les pays du monde sont les communistes, M. Marchais annonce la création d'un Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde, dont il est lui-même le président et ne compte parmi ses membres que des responsables communistes. Si on pouvait encore douter de l'objectivité de ce Comité et de la sincérité des propos du Secrétaire général du Pcf sur les libertés, nous tenons à infor-

mer nos lecteurs que les organisateurs de la conférence de presse de M. Marchais dédiée justement à l'annonce de la création dudit Comité (le 20 février), ont interdit à M. Leonid Pliouchtch - dissident soviétique récemment libéré - d'entrer dans la salle de l'Assemblée nationale où se tenait la conférence de presse!

A cette occasion, M. Marchais a présenté un document très important, le «premier bilan de vingt années d'atteintes aux droits de l'homme dans le monde». Il est à remarquer que les exemples tirés de l'histoire des pays du «socialisme réel» ne manqueront pas; on y a recueilli «tous les cas de répression suivis de mort d'homme qui nous sont connus et qui correspondent à l'objet de notre recherche».

M. Marchais parle d'un «document» (qui va être remis aux Nations unies), mais - vu qu'il se réfère aussi aux pays communistes - il ne précise pas le nombre de volumes dont ce document est constitué! Mais il se peut très bien que la liste des violations soit très réduite, car les dirigeants du Pcf n'y ont inclus que... les cas qu'ils connaissent et qui correspondent à l'objet de leur recherche! (voir la citation textuelle ci-dessus).

LE PRIX EUROPEEN COUDENHOVE-KALERGI 1980

Le Conseil de la Fondation Coudenhove-Kalergi, réuni sous la présidence de M. Gérard Bauer le 5 décembre 1979 à Lausanne, a décidé à l'unanimité d'attribuer «Le Prix Européen Coudenhove-Kalergi 1980» à M. Constantin Tsatsos, Président de la République Hellénique.

La cérémonie de remise du Prix aura lieu au printemps prochain à Lausanne, en présence du lauréat.

Le dernier Prix Européen Coudenhove-Kalergi avait été attribué à Monsieur Raymond Barre, Premier Ministre de France.

ECONOMISER DE L'ENERGIE!

Présentée à Rome l'étude sur le développement économique et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Les débats publics organisés par la Commission de la Communauté Européenne au cours de l'hiver 1977-78 avaient nettement fait ressortir la nécessité urgente d'adopter une politique à long terme dont l'objectif serait une société à accroissement énergétique modéré.

Par la suite, la Commission - sur proposition du Dr Brunner, membre de la Commission compétente pour l'énergie, et du vice-président Natali, en qualité de responsable de la politique de l'environnement - décidait de charger un groupe d'experts à haut niveau d'examiner les implications d'un passage plus rapide à une société à accroissement énergétique modéré.

Présidé par M. Jean Saint-Geours, membre du Club de Rome et de la Commission pour l'Energie française, le groupe comprend, entre autres, le Pr Umberto Colombo, président du CNEN (Comité National pour l'Energie Nucléaire).

Les conclusions tirées par le groupe à la fin des travaux peuvent être synthétiquement énumérées comme suit:

- la gravité du risque que court l'Europe pour son indépendance de l'étranger exige une politique de rationalisation dans l'usage des énergies qui soit particulièrement vigoureuse et complète;

- il ressort, des travaux effectués quant aux possibilités techniques de diminuer les consommations énergétiques, que le potentiel d'amélioration est, à l'état actuel des connaissances, considérable: on l'évalue entre 15 et 50% des consommations, selon les secteurs. Il n'est donc pas inutile de faire en sorte d'exploiter cet authentique gisement;

- l'Europe a un besoin impératif que la croissance économique soit soutenue à un taux annuel de l'ordre de 4% au minimum jusqu'à fin 1990. Mais cette exigence - d'assurer un accroissement sain, suffisant et continu - ne pourra être satisfaite que si l'on trouve, en même temps, les moyens pour réduire la consommation d'énergie;

- à l'enchaînement, mis souvent en relief, qui lierait un rythme élevé de croissance économique à l'usage intensif de l'énergie, il faut - et cela est possible - substituer un rapport conditionnel réciproque entre ce taux de croissance et un emploi des énergies le plus efficace possible;

- l'adhésion et la compréhension des citoyens des pays membres seront d'autant plus grandes que l'action politique sera plus vue comme un élément d'une stratégie sur le plan communautaire qui tende à réaliser une croissance économique efficace en consommation énergétique, stratégie à laquelle chaque Etat membre devrait participer pleinement;

- cette politique, recommande le rapport, devra être appliquée dans trois secteurs clé: prix, recherche et développement, conditions techniques d'emploi;

- en outre, affirme-t-on encore dans l'étude, une politique complète et intégrée de «dissociation» entre l'accroissement économique et la consommation énergétique - surtout avec la rationalisation de l'usage des énergies - devrait être définie par la Commission et recommandée aux Etats membres;

- l'objectif commun des diverses mesures prévues serait la création, dans chaque

pays, d'un climat favorable aux investissements et à l'innovation, orientée vers cette «dissociation»;

- des changements fondamentaux dans l'emploi des énergies disponibles pourront de tout façon être obtenus uniquement à long terme et au prix de modifications des

modes de vie, des valeurs culturelles et sociales, de la localisation de l'habitat.

Les possibilités d'un développement ultérieur et, peut-être, de survie de la civilisation européenne, peuvent se résumer en une seule formule:

— ECONOMISER DE L'ENERGIE! —

Fiches européennes

Les consommateurs de la Communauté Européenne

Environ 260 millions de consommateurs vivent au sein de la Communauté européenne. Celle-ci a une influence directe sur leur vie quotidienne: grâce à l'ouverture des frontières à l'intérieur du Marché commun, le choix des produits s'est considérablement diversifié. Mais les consommateurs attendent de la Communauté quelque chose de plus qu'un «panier de la ménagère» repeint aux couleurs de l'Europe et de ses nombreux pays producteurs de spécialités délicieuses. Ils comptent sur elle pour défendre leurs intérêts en corrigeant la situation de déséquilibre dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis des producteurs et en leur donnant le rôle de partenaires à part entière dans la vie économique et sociale de l'Europe.

Les consommateurs face à l'évolution du marché

L'avènement de la société de consommation a profondément transformé les rapports entre les clients d'une part et les producteurs et les vendeurs d'autre part. Le consommateur de jadis faisait ses achats au marché restreint de son lieu de résidence; il connaissait personnellement ses fournisseurs. De nos jours, le consommateur se trouve en face de:

- producteurs anonymes et très puissants à la suite de la concentration industrielle.

- une gamme immense et complexe de produits, renouvelée de nouveaux matériels et de nouveaux procédés de fabrication.

- pressions de la publicité et des techniques sophistiquées de promotion des ventes.

La production en série a permis à une grande partie de la population d'accéder à un confort jadis réservé à peu de gens (un exemple: la diffusion des électroménagers). Mais elle est loin de présenter uniquement des avantages pour le consommateur:

- Il s'est créé un déséquilibre entre l'offre et la demande, entre la force économique du fournisseur (producteur, grossiste ou détaillant) et celle de l'acheteur.

- Le consommateur manque de renseignements objectifs qui lui permettent de faire le choix le meilleur pour ses propres besoins et pour son budget.

- Quand le bien ou le service acquis ne correspond pas à ses attentes, le consommateur éprouve des difficultés à faire valoir ses droits; en cas de dommage, l'accès à la justice est souvent difficile.

Leur atout

Pour mieux se défendre, les consommateurs ont pris conscience du fait qu'il convient de se grouper. C'est ainsi qu'est né le

mouvement des consommateurs. Tout d'abord aux Etats-Unis; les premiers tests comparatifs y ont été publiés dès 1928. Puis en Europe, en 1947, quand fut fondée une association de consommateurs danois. Mais ce n'est qu'à la fin des années soixante que les diverses associations des consommateurs ont commencé à exercer une influence réelle; c'est ainsi que divers gouvernements ont été amenés à créer des services publics ou à élaborer des lois en faveur des consommateurs. Il reste toutefois

encore beaucoup à faire: les milieux populaires, par exemple, échappent encore trop souvent à l'action du mouvement des consommateurs et à leurs efforts d'information et d'éducation à la gestion du budget familial. D'autre part, les mouvements des consommateurs ont une plus grande responsabilité en temps de crise: ils peuvent exercer un rôle important dans la lutte contre l'augmentation des prix. Leur atout: le poids électoral des consommateurs. □

Olympiades et Droits de l'Homme

Le Secrétariat Général International de l'Union Paneuropéenne:

- félicite Jacques Chaban-Delmas, membre du Comité d'Honneur de l'Union, pour son attitude courageuse, ferme et nette au sujet des droits de l'homme et des droits des peuples;
- demande aux Comités Olympiques européens de prendre au sérieux les derniers avertissements lancés par le savant soviétique Andrej Sakharov - président du Comité des Droits de l'Homme en Urss et du Comité du Contrôle de l'application des Accords sur la Sécurité et la Coopération en Europe - avant d'être contraint par des mesures policières subreptices de quitter son domicile et d'être exilé de force dans une ville à l'intérieur de son pays que les étrangers n'ont pas le droit de visiter;
- adjure les athlètes européens de réfléchir sur leur dignité d'hommes libres avant de décider de se rendre aux Jeux Olympiques de Moscou où ils seront des instruments «objectifs», voire même des otages volontaires, de la triomphaliste propagande moscovite qui compte justement sur la connivence de leur attitude apolitique.

D'agonistiques qu'ils devaient être, les Jeux Olympiques 1980 sont devenus agonisants. En effet, concourir pour les médailles olympiques est un but merveilleux quand on reconnaît l'olympisme comme synonyme d'honneur, de paix et de liberté. Malheureusement ce n'est pas le cas à Moscou en ce 1980.

Communiqué diffusé par l'Agence Télégraphique Suisse le 25.1.1980

Le patrimoine architectural rural

(Rapporteur: *M. Schwencke*)

1. La qualité culturelle caractéristique du paysage européen ne tient pas exclusivement à la physionomie de nos villes. A côté des grands centres, villages et hameaux se sont modelés leur personnalité propre au long d'une évolution séculaire. Par leur intégration à un paysage changeant, et jusque par la manière dont les artisans traitaient leurs matériaux, ils apportent autant de témoignages de notre histoire européenne commune. L'harmonie qui se dégage d'une conjonction de leur situation naturelle et, en règle générale, d'une architecture simplement utilitaire, reflète, avec un certain recul, l'identité de leurs habitants. Le risque est grand de voir cet héritage irrémédiablement détruit.

2. Ce rapport a deux objectifs. Il s'agit d'abord de passer en revue, afin d'en rassembler les éléments, les diverses activités, confrontations, conférences et déclarations du Conseil de l'Europe, se rapportant au patrimoine architectural rural. Ces éléments ont été particulièrement importants depuis deux ans et ont largement attiré l'attention sur le patrimoine rural; il faut en souligner le fait avant que le Conseil de l'Europe ne revienne aux questions urbaines en 1980, avec le lancement de sa campagne sur la renaissance de la cité.

3. Le second objectif est de définir des mesures particulières qu'il faudrait prendre aujourd'hui pour aider à la protection du patrimoine rural. Dans la pratique, celui-ci a très souvent été rejeté dans l'ombre par l'oeuvre de protection menée dans le cadre urbain. Si l'année européenne du patrimoine architectural (1975) visait le patrimoine tant rural qu'urbain, c'est sur ce dernier qu'elle a eu le plus d'effet. Nous le disons sans esprit de critique: l'équilibre doit être rétabli.

4. La nécessité d'un tel rétablissement a été mise en évidence, en 1977, par la confrontation organisée par le Conseil de l'Europe à Grenade sur l'architecture rurale et l'Aménagement du territoire. L'appel de Grenade a depuis lors été entendu par la Conférence de Vienne des Ministres européens chargés de l'Aménagement du territoire. Ce rapport commencera donc par un brève revue des activités de divers organes du Conseil de l'Europe se rapportant au patrimoine rural et à son cadre général (planification rurale et agricole).

Conservation de la vie sauvage en Europe

Faire de l'agriculture en Europe l'alliée privilégiée d'une protection globale de l'environnement, tel est le but proclamé par la conférence qui a réuni les Ministres de l'environnement des 21 pays du Conseil de l'Europe, ainsi que les représentants de la Finlande et de la Yougoslavie. La conférence était présidée par M. Hans Huerlimann, président de la Confédération helvétique.

A l'occasion de la conférence, la convention du Conseil de l'Europe relative à la *conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe* a été ouverte à la signature et immédiatement signée par les représentants de 19 Etats et de la Communauté économique européenne. Aux termes de la convention, les pays signataires s'engagent notamment à protéger très strictement 119 espèces végétales actuellement menacées de disparition en Europe et à prendre des mesures actives pour sauvegarder leurs biotopes; il en est de même de plus de 400 espèces de faune et de leurs milieux de vie.

D'autres espèces bénéficieront d'une protection moindre, toutefois, les moyens non sélectifs de capture et de mise à mort (par exemple: explosifs, poison, gazage) sont interdits à leur égard.

La convention entrera en vigueur après sa ratification; un an après son entrée en vigueur un *Comité permanent* sera chargé de suivre son application et de proposer d'éventuelles améliorations et adaptations.

La conférence a émis le voeu que la convention soit ratifiée le plus rapidement possible et a recommandé qu'en attendant son entrée en vigueur, un comité intérimaire composé de délégués des Etats signataires prépare sa mise en oeuvre. Elle a également souhaité que d'autres Etats (par exemple d'Europe de l'Est ou d'Afrique, particulièrement concernés du point de vue des oiseaux migrateurs) adhèrent à cette convention.

Les mesures très spécifiques préconisées dans le domaine de la sylviculture traduisent la volonté des Ministres de voir sauvegardées les multiples fonctions de la forêt: programmes de reboisement soigneusement étudiés, contrôle des opérations de coupe, lutte anti-incendie et anti-parasites, etc.

Deuxième facteur important dans la lutte pour la protection du milieu naturel: la prise de conscience par la population de sa responsabilité à l'égard de la nature. Sur la base d'un rapport présenté par la délégation autrichienne, les Ministres ont proposé tout un éventail d'actions précises à réaliser à l'aide de programmes scolaires ou extra-scolaires.

UN ASPECT DE LA COOPERATION EUROPEENNE

*Interview du président
CHARLES PETITJEAN*

Située à l'intérieur de la boucle fluviale du Niger, la Haute-Volta est un Etat enclavé dans le continent africain qui s'étend sur 274 200 km² avec une population de quelque 6 500 000 habitants.

La Haute-Volta est l'un des 25 pays les plus pauvres du monde. Le revenu annuel de la population ne s'élève qu'à 4 000 francs belges par personne; ce qui peut être considéré comme un minimum non pour la vie mais pour la survie... Mais malgré ces conditions de vie aggravées par les aléas géographiques et climatiques, le peuple voltaïque reste souriant, très accueillant et ouvert sur l'extérieur.

Pays de tolérance, la Haute-Volta voit coexister en son sein toutes les religions, même si la religion principale est l'Islam à laquelle appartient, d'ailleurs, le président de la République, El Hadj Sangoulé Lamizana.

Havre de pluralisme politique, de respect de la libre expression, la Haute-Volta est cependant très peu connue en Europe...

Pour mieux approcher ses réalités, nous nous sommes adressés à une personnalité belge connaissant le mieux ce pays. Il s'agit de M. Charles Petitjean qui a séjourné maintes fois là-bas et s'honore de l'amitié du président Lamizana.

Conseiller provincial, député suppléant, M. Charles Petitjean est aussi le président du Centre d'aide au développement dans la liberté et le progrès (*Delipro*) ainsi que de l'Association Belge-Voltaïque. Docteur h.c.

de l'Université de Ouagadougou, et administrateur de l'Institut de Documentation et d'Etudes Européennes, il a dirigé plusieurs projets de développement dans le Tiers-Monde tant au niveau belge qu'euro-péen. Son opinion est donc particulièrement intéressante à connaître...

Quels sont, Monsieur le Président, les grands problèmes que connaît actuellement la Haute-Volta en ce qui concerne son développement?

«Les problèmes de la Haute-Volta sont nombreux du fait du manque de moyens financiers et de son éloignement maritime. Bien que bénéficiant d'un raccordement ferroviaire avec Abidjan (ligne à sens unique), il lui faudrait intensifier les constructions ferroviaires et routières, achever les liaisons inter-Etats et inter-centres...

«La Haute-Volta, qui a une vocation purement agricole, manque d'eau et la réalisation d'un vaste programme de retenues de barrages se doit d'être concrétisée pour permettre le développement de l'agriculture nationale. Une solution est en cours et ce programme doit avoir une priorité absolue.

«D'autre part, il reste aussi à trouver une solution aux problèmes de scolarisation - le taux d'analphabétisme est très élevé -, de santé - manque de structures médicales - sans oublier la promotion féminine et une quantité d'autres questions qui attendent, elles aussi, une solution rapide».

Une option démocratique

La Haute-Volta semble d'être dotée de structures démocratiques et passe même pour avoir un régime libéral, ce qui dans cette région du monde est un fait relativement rare... Sur quelles bases se développe la vie politique de ce pays?

«La Haute-Volta est un des rares pays d'Afrique noire à avoir une Constitution démocratique et - fait encore plus rare - elle l'applique réellement! Des élections législatives ont eu lieu et plusieurs partis sont représentés au Parlement.

«Le Président de la République a, lui-même, été élu au suffrage universel et il a fallu un second tour de scrutin: sa victoire ne l'a été que d'extrême justesse, ce qui est - reconnaissons-le - un gage de réelle démocratie.

«Enfin, plusieurs syndicats coexistent et ne manque pas d'organiser des mouvements de grève lorsque la situation l'exige, et surtout, il n'y a pas un seul prisonnier politique en Haute-Volta: l'opposition est

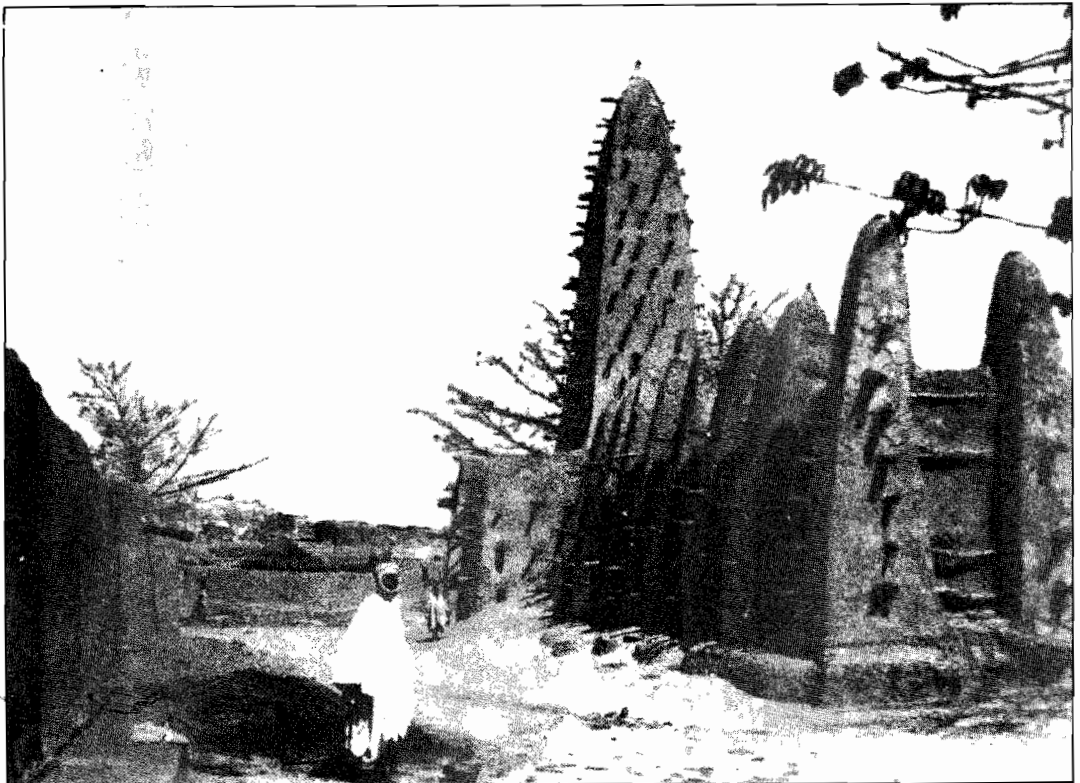
aussi vive - et aussi libre - que dans les pays occidentaux!».

La coopération entre la Belgique et la Haute-Volta est l'une de vos principales préoccupations. Quels sont les projets déjà réalisés et ceux qu'il vous tient à coeur de mettre en oeuvre dans un proche avenir?

«Quelques organisations non-gouvernementales (ONG) ont entrepris un certain nombre d'initiatives pour aider la Haute-Volta à vaincre son sous-développement. Ces projets s'articulent sur l'éducation, la formation professionnelle, la santé, la construction de petits barrages et la coopération inter-universitaire...

«Comme les possibilités des ONG sont limitées, il est évident que des projets d'envergure avec le label officiel belge seraient les bienvenus et permettraient d'aider encore plus efficacement la Haute-Volta.

«Depuis des années, je plaide pour que la Belgique signe un accord bilatéral car la Haute-Volta avec ses 6 500 000 habitants est à la hauteur d'un petit pays comme la Belgique».





La Haute-Volta est l'un des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) associés à la CEE. Cette association a-t-elle été déterminante pour le pays ou bien ce dernier souhaiterait-il des améliorations éventuelles?

«Il est clair que l'aide reçue de la Commission des Communautés Européennes est déterminante dans la lutte entreprise par les autorités voltaïques pour vaincre le sous-développement. Bien sûr, des augmentations des quotas seraient appréciées et pourraient améliorer la qualité des projets et leur diversité.

«Il me faut aussi souligner que l'aide communautaire est fortement appréciée non seulement par les autorités mais également par les populations...».

Les milieux d'affaires belges et européens ont-ils des possibilités - et un intérêt - de commercer avec la Haute-Volta ou même d'y investir?

«Il est évident que les hommes d'affaires belges et occidentaux peuvent très utilement investir en Haute-Volta. La main-

d'oeuvre est abondante et on connaît le sérieux au travail des Voltaïques. En fonction du manque de matières, c'est surtout vers les unités de transformation que la collaboration pourrait être établie.

«Dans le domaine agricole, une coopération plus élargie se devrait de voir le jour. Le pays manquant de moyens techniques, il est certain que les apports en matériel et en technicité modernes seraient des facteurs déterminants de réussite».

Signalons avant de conclure que tout récemment encore, M. Charles Petitjean se trouvait une nouvelle fois en Haute-Volta où il conduisait une mission politique d'information belge à laquelle participait notamment le député Jean Gol, ancien ministre. Cette délégation a été reçue par les autorités voltaïques et a, entre autres, participé à l'inauguration officielle du Centre Pierre Descamps, contribution belge au développement du pays due à l'initiative du Ministre d'Etat dont elle porte le nom.

*(propos recueillis par
FRANCIS DESSART)*

Le LATIN comme langue européenne?

de CLAUDIO VINCIGUERRA

« Dic, quanta hora est nunc? » « Hora quarta cum quadraginta punctis ». Des dialogues de ce genre se déroulent deux fois par semaine à la Fondation Européenne Dragan qui a créé, en 1975 les « rencontres de latinité » avec un succès croissant, au point que la fréquence des cours a doublé en cinq ans: on compte maintenant plus de cent élèves. Chaque « cours de latin parlé » prévoit trente heures de leçon distribuées sur les quatre premiers mois de l'année. Les leçons sont entièrement gratuites et ne comportent ni textes, ni examens et ni devoirs; elle utilise la « méthode globale » dont on se sert dans l'enseignement accéléré des langues modernes: on s'exerce tout d'abord à la conversation, puis l'on regarde les règles. Les exercices sont complétés par la lecture de morceaux choisis d'auteurs de toutes les époques concernant les différents sujets traités.

On reparle comme le faisaient, il y a des millénaires de cela, nos ancêtres dans le même lieu, justement, au Forum Trajan, où a son siège la Fondation Européenne Dragan, au premier étage du palais du « Gallo di Roccagiovine » - une des plus belles adresses du monde. Qui sait si ces ancêtres qui fréquentaient le Forum Trajan seraient contents d'entendre les élèves des cours de l'année 1980, qui cherchent à exprimer en latin même les choses de tous les jours, pour prouver qu'il ne s'agit pas d'une langue morte, mais, au contraire, du principal instrument pour unir tous les Européens, selon le slogan des « Rencontres »: « Latine loquere ut civis Europae habeatis ». A qui objecte que le latin que l'on entend de nos jours dans la bouche de ceux qui fréquentent habituellement le Forum Trajan est peut-être un peu « macaronique », il est présenté des textes des plus respectables, tels le « Vocabulaire italien-latin des mots modernes et difficiles à traduire », publié par la maison d'éditions érudite « Studium » et les grammaires dignes de foi avec de la conversation comme « Lectio continua » et « Redde rationem », et l'on cite la Fondation Paul VI qui tient, au Palais de la Chancellerie, des cours analogues - au niveau ecclésiastique - et publie le quadrimestriel « Lingua latina ».

En fonction de l'unité européenne, il a été institué ces cours tels que la Fondation Européenne Dragan les offre à un public aussi attentif que varié, qui va des enfants aux vieillards, des Italiens (la majorité) aux étrangers. Constantin Dragan - un homme d'affaires roumain qui vit à Milan - a créé en 1967 cette Fondation à Rome et dans d'autres capitales d'Europe pour honorer la mémoire de son père. Il s'y tient également des cycles de conférences et de tables rondes, toutes des initiatives qui servent à aider l'unification de notre continent.

Des organismes culturels et privés de toute l'Europe sont en correspondance en latin avec la Fondation Européenne Dragan. Par exemple, l'Université de la SAAR (pardon, Saraviponto) commence une de ses lettres par: « Dabam Saraviponto, die 15m. Ian. anno 1980 » et finit par « Valet nobisque favere - quæso pergite! ». Dans un échange de correspondance entre élèves du cours, on commence par « S.C. Domino humanissimo Josepho Giusti, salutem ».

Le professeur Immè, qui fut l'initiateur des « Rencontres de latinité » (il vit maintenant à Bruxelles) y trouva l'âme soeur, une Belge auteur d'un roman intitulé « Saeculorum transvectio » et quand ils se marièrent, ils publièrent leurs faire-part en latin. Ils ont assuré qu'ils ne parlent entre eux que cette langue. Exemple en or d'une parfaite union européenne sous le signe du latin.



LIVRES REÇUS

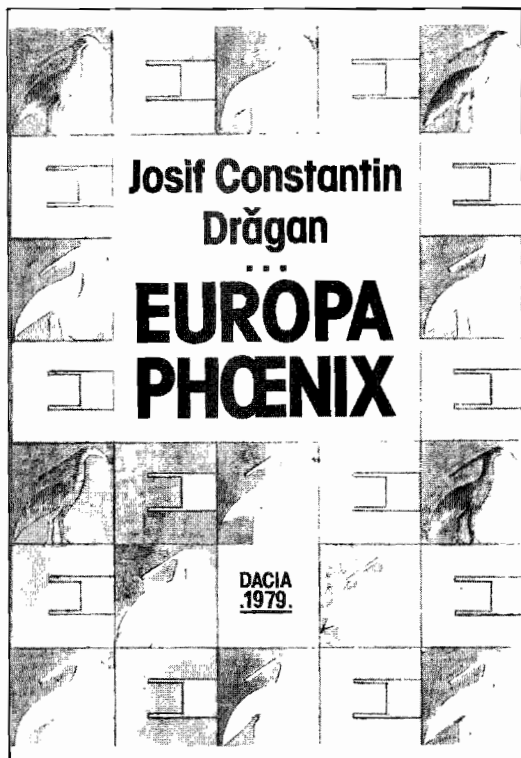
J.C. Dragan

EUROPA PHOENIX

Having firmly established his reputation as an author, essayist and historian in the last decade, J.C. DRAGAN, with the images in *European Pathways*, expresses his view of the world and his experience as a young man leaving the eastern gates of the continent on his way towards the great western metropolis to become a «homo europaeus». This is the third volume of his memoirs. The reader will delight in the lively portraits, great events and stimulating considerations about the contemporary scene depicted in it. Historical documents are presented together with the expression of the author's own personal feeling.

Dragan feels as much at home in Europe as in his own homeland, he feels no spiritual or cultural barriers in Europe, and is fighting for the realization of an international community whose peoples may decide on their own destinies. This is the ideal that permeates through his books of memoirs and is the very essence of their being.

In dealing with the memoirs, a number of book critics have attempted to define the man and his style, pointing out, among



other things, «the fascination of rich, fluid writing, with silk and hemp interwoven» (Ion Brad); «the substance of a real and proper *Bildungsroman*; the narration of how a character was formed» (Mihai Gafița); «profound thinking: political, economic, social, juridical but above all, moral» (Victor Bărlădeanu); «a source for historians» (C.C. Giurescu); «a relentless dreamer» (Traian Herseni); «the workings of a financial chronometer» (O. Han); «a suggestive introduction to marketing» (M.C. Demetrescu); «Dragan's prose shows how a Romanian existence can become a European conscience» (Z. Sângeorzan); «a Romanian philosophy that sees existence as a totality, with man in harmony with the cosmos in life as in death (the myth of *Miorița*), a philosophy of classic equilibrium, typical of a humanistic way of thinking» (Zoe Dumitrescu Bușulenga).

Dozens of reviews have dealt with the author, essayist and historian and the theories he expounds in *Ideals and Destinies* and his well-known reflections on the origins of the European people, *We, the Thracians*, which is now a popular, respected guidebook for young people in Roma-

nia and other countries.

This third volume of memoirs is entitled *Europa Phoenix* because it shows life in the western world recreated from its own ashes, the efforts, sacrifices and enthusiasm of its peoples as they build a new social structure that features rapid technological evolution and deep-rooted contradictions alike. The book shows the truth as it was.

The narrator consolidates his own experience with material from historical archives (a series of secret documents that changed the face of the world are published unabridged), but the author places most emphasis on today's man, tormented by his great ambitions, living in an anxious world abounding in winged ideas, between revelations and drama.

Prochaine parution

La pièce maîtresse d'une oeuvre européenne:

Le «Dictionnaire Visine»

(336 pages - 10,5 x 18 cm)

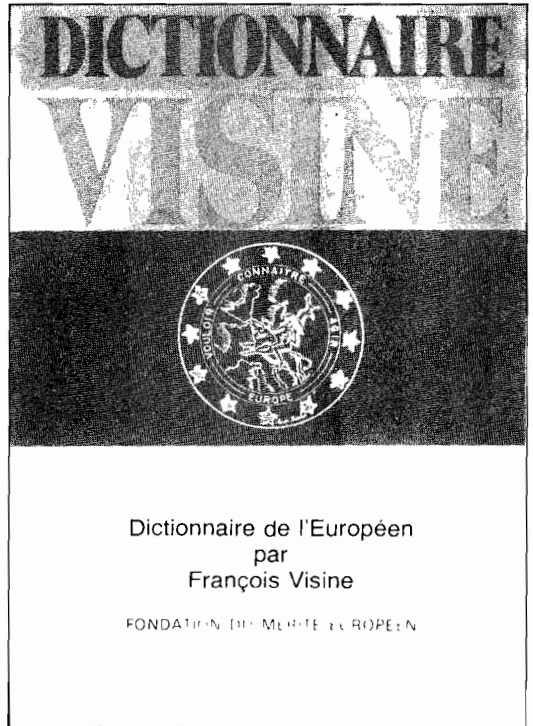
Est-il encore besoin de présenter l'oeuvre européenne du Président François Visine? Docteur en droit et ès sciences économiques, juriconsulte international, il préside - sous le patronage de Gaston Thorn - aux destinées de la Fondation du Mérite européen dont le siège est à Luxembourg.

Ses ouvrages consacrés à l'Europe sont nombreux et suffisamment diversifiés pour atteindre des publics différents. Le monumental «ABC de l'Europe» en huit volumes fut destiné aux chercheurs tandis que «L'Europe, suite ou fin?» fut publié l'année des élections européennes comme une profession de foi d'un Européen militant et convaincu. Quant à ses autres publications - dont «Comment fonctionne l'Europe?» qui a reçu un prix d'histoire de l'Académie française - elles jalonnent une existence entièrement consacrée à l'idéal européen.

Il n'est donc pas étonnant d'annoncer la parution, due au même auteur, d'un Dictionnaire européen où chaque terme institutionnel ou politique européen, chaque notion juridique ou économique concernant les institutions et les activités de l'Europe d'hier, d'aujourd'hui et de demain, fait l'objet d'une présentation et d'une analyse aussi précises et complètes que possible.

Ce travail ardu, mais passionnant, sera sans aucun doute connu dès les prochains mois comme le... *Dictionnaire Visine: le «Visine», comme l'on dit le «Robert», le «Larousse» ou le «Littré»!*

Francis Dessart



Souscription

(valable jusqu'au 31 mars 1980)

A adresser, accompagnée du règlement, à la
FONDATION DU MERITE EUROPEEN
80, boulevard de la Pétrusse - L-Luxembourg

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

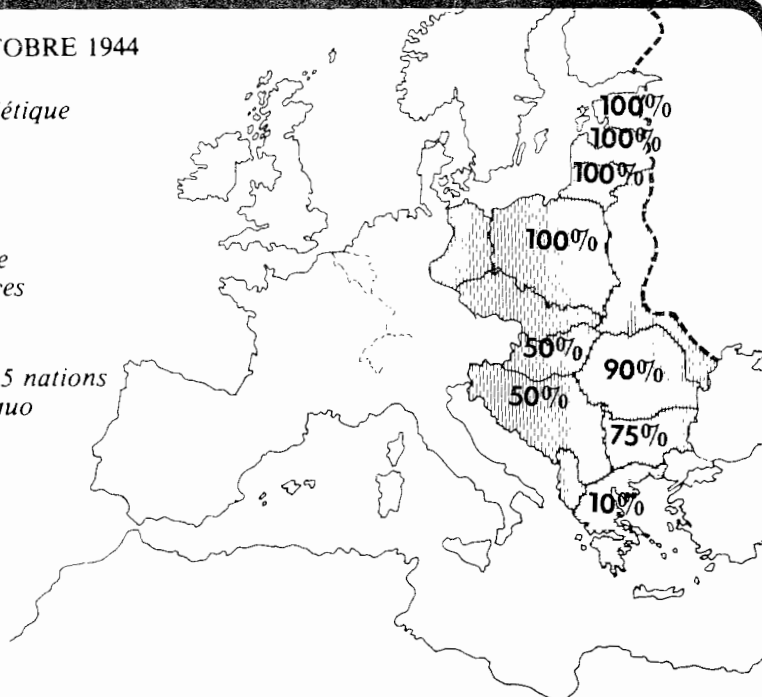
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli: Jeux olympiques et dictatures</i>	1
Raymond Aron se demande: où vont les Etats-Unis?	6
M. Marchais semble s'apercevoir des atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes	7
Economiser de l'énergie!	9
Les consommateurs de la Communauté européenne	10
Documents du Conseil de l'Europe	12
Haute-Volta: un aspect de la coopération européenne	14
<i>C. Vinciguerra: Le latin comme langue européenne?</i>	17
Livres reçus	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11